

DES RELATIONS INTERNATIONALES
PAS COMME LES AUTRES.
ARGENTINE-VENEZUELA : LES VASES COMMUNICANTS

Diana Quattrocchi-Woisson

UN CHAPITRE INÉDIT DES RELATIONS AVEC L'AMÉRIQUE DU SUD

L'Argentine est en train d'écrire un chapitre inédit dans l'histoire de ses relations internationales avec les pays de l'Amérique du Sud. Les nombreux accords de coopération signés par le président Néstor Kirchner et le président Hugo Chávez dessinent une nouvelle donne géopolitique. Comme toute histoire du temps présent qui se déroule sous nos yeux, il est encore trop tôt pour mesurer l'impact réel des mesures annoncées et de bien discerner ce qui est accessoire de ce qui est essentiel dans cette affaire. Mais pour nous qui nous efforçons, à l'Observatoire de l'Argentine contemporaine, de suivre l'évolution argentine depuis six ans déjà, cette nouveauté de coopération bilatérale Sud/Sud est l'occasion d'un exercice intellectuel stimulant. À part la chronique de quelques journalistes, rien de sérieux n'a été écrit sur les relations argentine-vénézuéliennes. Ni sur les relations présentes, ni sur les relations passées¹. Exercice difficile, voire dangereux : pour faire l'histoire du temps présent, il faut de la rigueur intellectuelle et un effort de dépassement de ses opinions personnelles. On le sait, c'est par un exercice d'intersubjectivité critique que les sciences sociales peuvent prétendre à une certaine objectivité. Or, le processus vénézuélien divise l'opinion publique internationale avec la même force que chavistes et antichavistes s'affrontent sur le territoire vénézuélien. Voilà le cadre dans lequel nous allons explorer les relations économiques, politiques, sociales et culturelles argentine-vénézuéliennes. Nous allons le faire avec les outils qui sont les nôtres, c'est-à-dire en ayant recours à l'histoire, et en nous demandant ce que l'histoire peut nous apprendre des liens tout à fait particuliers que les présidents Chávez et Kirchner sont en train de nouer.

Les dernières visites présidentielles, celle du président Kirchner au Venezuela, le 20 février 2007, et celle du président Chávez en Argentine, le 9 mars 2007, ont renforcé de façon spectaculaire la coopération économique et politique entre l'Argentine et le

Venezuela. Mais ce processus n'est pas nouveau, il a commencé de façon claire et nette avec l'arrivée au pouvoir de Néstor Kirchner le 25 mai 2003 et la signature d'accords entre les deux pays², le 19 août 2003.

On comptabilise, depuis lors, cinq voyages de Kirchner au Venezuela et neuf voyages de Chávez en Argentine. À ces quatorze rencontres bilatérales, il faut ajouter le nombre de fois où ils se sont donnés rendez-vous dans d'autres pays de la région, particulièrement lors des réunions du Mercosur. On annonce déjà que Kirchner ira une nouvelle fois au Venezuela le 15 avril 2007, pour participer au Premier Sommet énergétique sud-américain. L'Argentine a beaucoup travaillé pour l'incorporation du Venezuela au Mercosur et il n'est un secret pour personne qu'en échange Lula et Kirchner ont conseillé vivement à Chávez d'accepter la demande de référendum révocatoire sollicité par l'opposition (une clause prévue par la nouvelle Constitution bolivarienne). La clause démocratique est fondatrice du Mercosur, mais elle est aussi fondamentale dans la culture du péronisme argentin ; culture dont Kirchner est en même temps un représentant et un survivant³.

Le rapprochement de l'Argentine avec le Venezuela de Chávez fut parallèle au rapprochement spectaculaire avec le Cuba de Castro. Le 25 mai 2003, quand Kirchner assume la présidence de la nation argentine, Fidel Castro est revenu au pays après une longue absence de quarante-quatre ans (il n'était venu en visite officielle qu'en 1959). L'accueil que lui a réservé la société argentine fut émouvant : toute la classe politique sans restriction l'a longuement applaudi à l'Assemblée législative et des milliers des personnes de la « société civile » se sont déplacées pour écouter le discours fleuve du vieux *líder* à la Faculté de droit – prévu d'abord dans le grand amphithéâtre, mais transformé ensuite en harangue de rue, depuis les marches imposantes du majestueux bâtiment de la *Facultad de Derecho* qui surplombe l'avenue Libertador. Ce que les Argentins applaudissent alors – et que l'on a du mal à comprendre en Europe –, c'est le symbole d'une résistance opiniâtre à la désastreuse politique nord-américaine en Amérique latine. Une société sensibilisée à la cause des droits de l'homme n'applaudit pas, chez Castro, le président à vie qui emprisonne les dissidents, mais le David qui a su, envers et contre tous, tenir tête au Goliath du continent américain. Dans l'histoire des peuples, les symboles sont aussi importants que les réalités.

Fidel Castro fut aussi officiellement invité à participer à la première réunion du Mercosur où le Venezuela s'intègre en qualité de membre plein, en juillet 2006, dans la ville de Córdoba, sous présidence argentine, en présence d'autres invités, dont la socialiste Michelle Bachelet et l'indigéniste Evo Morales. Les murs de la ville furent alors submergés d'affiches annonçant « Une autre Amérique est en

marche » (d'après le mot d'ordre des antimondialistes et du Forum de Porto Alegre « Un autre monde est possible »). Certes, Néstor Kirchner n'a pas accompagné Fidel Castro et Hugo Chávez lors de leur visite à la maison familiale d'Ernesto « Che » Guevara, dans la province de Córdoba, mais tous les présidents de l'Amérique du Sud ont accueilli et applaudi à cette occasion l'incorporation du Venezuela au Mercosur et les éloges de Fidel Castro à la nouvelle construction sud-américaine⁴.

L'Argentine et le Venezuela sont allés plus loin, le 20 février 2007, en renforçant spectaculairement les liens économiques bilatéraux, en particulier dans le domaine pétrolier avec le forage d'un puits dans la ceinture de l'Orénoque par une société argentine Enarsa – Énergie Argentine Société Anonyme – qui a obtenu la certification des réserves probables de pétrole d'un des 27 blocs de la zone. Pour cette société rachitique⁵, créée de toutes pièces par l'État argentin sous l'impulsion de Kirchner, l'occasion est une véritable aubaine. Il s'agit d'une société sans antécédents ni expérience, née de l'impuissance et de la nostalgie, sorte d'autocritique du président Kirchner de n'avoir pas compris, quand il était gouverneur de la province de Santa Cruz, le danger stratégique de la privatisation d'YPF⁶. Pour le président argentin, ce fut le moment le plus fort de ce voyage au Venezuela, au-delà de la mise en scène médiatique⁷ : il interrompt la lecture de son discours pour souligner, visiblement ému, « *el gran significado que tiene para nosotros esta acción, la alianza Pdvsa-Enarsa, es volver a renacer de las cenizas que nos dejaron* »⁸.

La coopération entre Argentine et Venezuela s'était déjà fortement accrue avec des échanges qui ont décuplé entre 2003 (100 millions de dollars) et 2006 (1 milliard de dollars), particulièrement grâce à l'accord de complémentarité énergétique signé en 2004. Les nouveaux accords vont plus loin et permettent l'installation au Venezuela d'usines sidérurgiques, d'usines de fabrication de machines agricoles et d'autobus à gaz, par le transfert de technologies argentines. Les dirigeants de deux pays ont aussi annoncé une deuxième émission de l'Emprunt du Sud, combinant obligations argentines et vénézuéliennes, après le succès d'une première émission effectuée en novembre pour 1 milliard de dollars. En outre, le Venezuela a apporté son aide financière à la coopérative laitière argentine Sancor en grosses difficultés de paiement, évitant ainsi qu'elle ne soit achetée par le groupe économique dirigé par Soros.

Les deux pays ont voulu aller plus loin en faisant un pas concret pour la création de la Banque du Sud, « instrument financier permettant un développement équitable », selon M. Kirchner ou « institution bilatérale à vocation multilatérale », selon Chávez. C'est la perspective d'une nouvelle architecture financière au niveau régional et pas uniquement des accords de coopération bilatérale.

Les protocoles de coopération entre l'Argentine et le Venezuela s'additionnent, 17 protocoles signés sur les rives de l'Orénoque le 20 février et 11 à la résidence présidentielle d'Olivos le 9 mars : développement industriel, exploitation d'hydrocarbures, coopération agricole, et un mémorandum pour la création en cent vingt jours de la Banque du Sud⁹.

La politique extérieure du Venezuela a été infléchie depuis l'arrivée de M. Chávez. Elle répond à trois objectifs : contenir l'influence des États-Unis, privilégier les processus hémisphériques d'intégration et mener une diplomatie pétrolière active. Depuis le 8 juillet 2004, le Venezuela participe au Mercosur en qualité de membre associé. Son adhésion a été annoncée au sommet ibéro-américain de Salamanque à la mi-octobre 2005 et le protocole d'adhésion a été signé le 4 juillet 2006.

De toutes les rencontres entre le président Kirchner et le président Chávez, il y en a eu une, en Argentine, mémorable et très médiatisée : le IV^e Sommet des Amériques à Mar del Plata, en novembre 2005, où le projet d'intégration dans une zone de libre commerce pour l'ensemble de l'Amérique de l'Alaska à la Terre de Feu (ZLEA ou ALCA) fut durement contesté. Au point de considérer, peut-être un peu hâtivement, que ce projet des États-Unis avait été enterré. On retiendra de cet événement, outre quelques violences de rue, la participation d'Hugo Chávez aussi bien au « sommet » qu'au « contre-sommet »¹⁰ et le discours particulièrement dur de Néstor Kirchner à l'encontre de George Bush.

Il restera aussi dans la mémoire le meeting anti-Bush organisé en Argentine, le vendredi 9 mars 2007, dans le stade de football d'un quartier de Buenos Aires, Ferrocarril Oeste, avec la présence de 40 000 personnes et Hugo Chávez en unique orateur. Ce qui a fait dire à la droite argentine : « du jamais vu, un président qui prête son pays à un autre président pour qu'il vienne parler en mal d'un troisième président ! ». Selon son habitude, Chávez prononce un discours fleuve de deux heures, célébré par un public hétérogène où l'on trouvait aussi bien des groupes militants kirchnéristes que des groupes de gauche très opposés au président Kirchner. Chávez a réalisé ainsi une prouesse que le président argentin n'avait pas réussie¹¹.

Quant aux initiatives de coopération argentino-vénézuéliennes, il y en a une qui retient particulièrement notre attention, car elle nous renvoie de façon fort sensible à ce que furent la grandeur et la décadence argentines. Le projet de construire des bateaux vénézuéliens dans les chantiers navals de Río Santiago, dans la province de Buenos Aires, offre un exemple de coopération bilatérale presque unique, aux accents épiques. Inaugurés en 1953, durant la présidence de Juan Perón, ces chantiers étaient une fierté nationale. « Il ne suffit pas que les bateaux portent le drapeau national, il faut aussi qu'ils soient

construits sur le sol national », disait Perón lors de l'inauguration à Ensenada. Ces chantiers ont une histoire tout à fait paradigmatique, comme un reflet concentré de l'histoire argentine d'un demi-siècle. Dans les *Astilleros Navales Río Santiago* se concentrait une population ouvrière impressionnante : plus de 5 000 employés, une véritable culture d'entreprise d'État, des ouvriers qualifiés et formés dans les ateliers-écoles du même chantier, des métiers qui se transmettaient de père en fils et une pépinière de militants syndicaux, péronistes et de gauche, ainsi qu'une longue tradition de lutte syndicale. Fermés deux jours durant après le coup d'État de 1976, la reprise du travail aux chantiers navals *Río Santiago* s'accompagne d'un grand nombre d'ouvriers disparus (plus de cinquante) et arrêtés. Enfin, *Astilleros Navales Río Santiago* fut l'une des rares entreprises d'État sauvées de la vague de privatisations de la décennie 1989-1999. Le rouleau compresseur ménémiste fut obligé de s'arrêter devant la résistance acharnée des travailleurs du chantier. Toutefois, son statut changea. L'entreprise nationale fut d'abord transférée au domaine provincial et, ensuite, le port d'Ensenada fut déclaré zone franche (c'est-à-dire, interdiction de construire des bateaux pour le marché argentin et obligation d'importer tous les matériaux).

L'arrivée tout à fait inattendue du président Chávez et du président Kirchner, le 7 juillet 2004, dans les chantiers navals Río Santiago produit l'effet d'une véritable révolution chez les 1 000 personnes liées encore à l'entreprise. Devant une assemblée de 400 travailleurs, les deux présidents prononcent des discours enflammés. Kirchner fait la promesse solennelle que ces chantiers seraient le symbole de la récupération industrielle dont tous les Argentins rêvaient. Après avoir affirmé que ces paroles n'étaient pas des promesses sans lendemain et rendu hommage aux ouvriers disparus sous la dictature militaire et à tous ceux qui ont lutté contre la privatisation des chantiers navals, il céda la parole à son collègue, le président Chávez. D'après les témoignages que nous avons pu recueillir sur place, les ouvriers et les employés pleuraient d'émotion quand Hugo Chávez leur parla de Perón, d'Evita, de la destruction de l'Argentine et de ses industries lourdes par les dictats du FMI : « Avant, nous construisions nos bateaux aux États-Unis. Désormais au lieu de dire "made in Houston", on dira "hecho en Argentina" ! ». Hugo Chávez annonce ainsi la construction dans les chantiers navals Río Santiago de 6 à 8 bateaux Panamax pour transporter le pétrole vénézuélien. Or, cette construction se fait attendre plus que prévu et la mise en pratique des discours présidentiels se révèle plus lente que voulue. Certes, on a commencé par réparer des bateaux vénézuéliens pour que les équipes des deux pays apprennent à se connaître et à travailler ensemble. Face aux critiques de « délocalisation », l'enthousiasme vénézuélien se ralentit. En effet, l'opposition critique le fait que le

Venezuela délocalise du travail en Argentine tandis que l'entreprise d'État Dianca, à Paraguaná, reste inactive. Pour l'instant, on attend toujours l'arrivée de la tôle navale qui devrait permettre la fabrication du premier bateau Panamax. Mais l'espoir qui s'est déjà réveillé dans la zone est immense. On estime qu'il faudrait embaucher 6 000 personnes. Des manifestations importantes ont eu lieu à La Plata, en Argentine, organisées par des associations des chômeurs (des *piqueteros*) pour que ces futurs postes de travail ne soient pas distribués entre les familles des ouvriers en place (en suivant une tradition locale) ni entre les militants (les *punteros*) du Parti péroniste de la province de Buenos Aires.

Le décor actuel des relations entre l'Argentine et le Venezuela ainsi planté, passons maintenant aux interprétations que ces événements quelque peu vertigineux suscitent.

LES INTERPRÉTATIONS EN COURS

DÉMAGOGIE ? PROMESSES INSENSÉES ? POUVRE AUX YEUX ?

Les critiques concernant « la poudre aux yeux » ou les promesses qui ne pourront pas être tenues méritent un peu d'attention. Il est certain que les promesses du président Chávez ne sont pas toujours appliquées au pied de la lettre par les fonctionnaires vénézuéliens. L'intendance ne suit pas toujours. Le nombre de décideurs est soit restreint, soit perdu dans une complexité bureaucratique très latino-américaine. Mais s'il ne s'agissait que d'une démagogie sans suivi, il serait difficile d'expliquer la base sociale chaviste qui s'est constituée en Argentine, particulièrement chez les groupes des chômeurs militants, et le capital de sympathie collective dont dispose Hugo Chávez chez les Argentins. C'est l'existence de ces liens bien réels et bien organisés, où les promesses d'aide et de soutien sont tenues, qui a créé le premier conflit diplomatique de novembre-décembre 2006 et l'appel de toute urgence de l'ambassadeur Roger Capella à Caracas. Dans la foulée, Kirchner a mis à la porte un fonctionnaire très lié au Venezuela de Chávez, le dirigeant *piquetero* Luis D'Elía. Le conflit fut désamorcé de façon intelligente par Chávez, qui a attendu son triomphe électoral de décembre 2006 pour voyager en Argentine et annoncer personnellement à Kirchner l'arrivée d'un nouvel ambassadeur à Buenos Aires. Il est possible que d'autres conflits semblables aient lieu, ce sont deux présidents qui ont appris à se connaître et à s'apprécier, mais ce sont deux présidents susceptibles et nationalistes. Le nationalisme argentin, aujourd'hui défensif et traumatisé, est confronté à un nationalisme vénézuélien vigoureux, enthousiaste et expansif. Des étincelles sont donc à prévoir.

Mais ce qui est encore plus prévisible, ce sont les difficultés liées à la lourdeur bureaucratique ou à la corruption, qui existent aussi

bien en Argentine qu'au Venezuela. On a parfois l'impression que les deux présidents débordent d'enthousiasme et vont plus vite que la musique. Il faudrait être « patients et confiants », nous disent de hauts fonctionnaires argentins¹². Certes, les échanges entre les deux économies complémentaires sont prometteurs et le volontarisme présidentiel semble sincère, mais il faudrait un peu plus de temps pour mesurer le véritable impact de tous les partenariats qui ont été signés. La culture du pot-de-vin, de l'illégalité et de l'enrichissement rapide se trouve bien ancrée sur les deux rives de l'Orénoque et du Río de la Plata. Il faudrait bien plus que des harangues enflammées pour changer des mœurs si tenaces, si ancrées. Il faudrait aussi une continuité politique et institutionnelle au projet du président Kirchner et du président Chávez. Tous les deux y travaillent consciencieusement. Mais il faudrait voir jusqu'où et jusqu'à quand les sociétés respectives seront d'accord pour les suivre. Et le pari de lier si étroitement leur avenir réciproque comporte autant de bénéfiques que de risques. Pour rester dans le vocabulaire maritime, et rendre hommage aux chantiers navals, on peut se sauver ensemble, mais on peut aussi couler ensemble. Chose qui n'est souhaitable ni pour l'Argentine ni pour le Venezuela, bien entendu.

DES RELATIONS MERCENAIRES ? DE CONVENANCE MUTUELLE ?
 D'OPPORTUNISME ÉCONOMIQUE OU POLITIQUE ?
 DES RELATIONS AMBIGUËS, VOIRE DES LIAISONS DANGEREUSES ?

Pour certains analystes, Kirchner faisait figure d'homme politique mesuré. Ou, en tout cas, il était censé, à côté de Lula, jouer un rôle modérateur face aux ardeurs révolutionnaires du président bolivarien. Il est vrai que cette ambiguïté dans les relations internationales (mais aussi dans la politique intérieure) fut d'abord entretenue par Kirchner lui-même. Par exemple, lors de sa visite à George Bush aux États-Unis¹³, en août 2003. Le gouvernement argentin entretenait l'image « modérée », se présentant comme la victime d'une situation terminale dont il n'était nullement responsable. Nous voulons « un pays sérieux », répétait Kirchner, se présentant devant l'opinion internationale comme le champion des droits de l'homme (grâce à sa politique conséquente en la matière). Or, il semblerait que tout cela soit arrivé à un point d'inflexion ou à un besoin de clarification. L'idée que les élans du président vénézuélien Hugo Chávez devraient être « pondérés » par ses homologues argentin et brésilien est une « erreur absolue », a estimé le président argentin au Venezuela : « Cela ne devrait déranger personne que nos peuples s'intègrent, il faut en finir avec les théories paternalistes », nous dit M. Kirchner sur les rives du fleuve Orénoque. « Penser que Buenos Aires ou Brasilia puissent freiner M. Chávez est une erreur absolue, nous sommes en

train de construire avec notre frère, le président Chávez, un espace d'intégration en Amérique du Sud pour la dignité de nos peuples ». Quant à M. Chávez, il a remercié la mise au point de son ami Kirchner en dénonçant les États-Unis et leurs « conseils impériaux » et en critiquant « les oligarchies qui tentent de semer la zizanie entre nous, les présidents latino-américains ».

La « théorie de l'ambiguïté » est proche de celle qui parle d'un certain « machiavélisme argentin » : s'appuyer sur le Venezuela pour se rendre plus indépendant du géant brésilien et des États-Unis. Une *gambeta* ou *gambeteada* en termes de football (dribbler), selon une idée développée par l'ineffable journaliste argentin Mario Grondona¹⁴. Aux États-Unis, le directeur du Programme d'études latino-américaines¹⁵ de l'Université John Hopkins nous dit : « Rien ne peut être pire que ce qui est arrivé à Mar del Plata en novembre 2005, quoique, au fond, tout le monde sache que la relation de Kirchner avec Chávez est une relation mercenaire. » Ou encore : « Kirchner n'avait pas d'option, il devait tolérer Chávez en tant qu'invité peu commode, mais qui venait de verser 3 milliards de dollars des caisses de l'État vénézuélien »¹⁶. Dans un registre plus inquiétant, l'éditorial du journal *La Nación*¹⁷ dénonce des « liaisons dangereuses » : « Il est alarmant que le président Kirchner affiche et affirme une alliance politique avec le controversé président Chávez qui, chaque jour, s'éloigne un peu plus des pratiques démocratiques et du respect des institutions républicaines. Dans l'entourage présidentiel, on explique que la relation avec le président bolivarien est plus économique que politique, mais il est évident que les faveurs financières doivent se payer par une rhétorique ». Le traditionnel journal argentin dénonce « la concentration du pouvoir dans les mains du président Chávez, qui a désormais tous les pouvoirs pour appliquer des mesures révolutionnaires et installer un régime socialiste » et s'inquiète sérieusement des tentatives « d'exporter la révolution vénézuélienne à d'autres pays de la région, tout particulièrement ceux qui vivent des moments de tension politique et d'instabilité sociale comme la Bolivie ». Pour conclure avec un avertissement et une recommandation, dans le style tout à fait caractéristique du journal créé par Bartolomé Mitre : « Si le président Kirchner ne veut pas devenir la digue de contention des dérives autoritaires de son collègue vénézuélien, il devrait au moins ne pas lui donner l'appui international qu'il sollicite pour ses aspirations hégémoniques et son projet d'exporter en Amérique latine un régime socialiste qui a déjà échoué partout dans le monde. »¹⁸

Du côté de l'opposition vénézuélienne, on dit presque la même chose¹⁹, mais en soulignant que, quand Kirchner visite le Venezuela, il est plutôt discret. Le président argentin accepta de recevoir des dirigeants de l'opposition en deux occasions – en février 2004 et

en juillet 2004 – ainsi que des représentants de la communauté juive vénézuelienne, mais il ne fait pas des déclarations fracassantes. Pour l’avocat Adolfo Salgueiro, directeur de la chaire de droit international à l’Université catholique Andrés Bello, la *regaladera*²⁰ serait rentable pour les banquiers amis de Chávez, car l’achat de bons d’État argentins est la seule voie légale pour convertir des bolívares en dollars (dont la circulation est restreinte). C’est cette même explication de l’avantage économique qui est donnée par le journal *Le Monde* et sa correspondante à Buenos Aires: « les pétrodollars vénézuéliens financent la dette argentine par l’achat de bons du trésor, Caracas a acheté 3,5 milliards de dollars de bons argentins, ce qui représente la moitié de la dette que l’Argentine a payée au FMI ».

Bien entendu, il n’y a pas eu que des critiques, la perception des secteurs de gauche, aussi bien au Venezuela qu’en Argentine, abonde sur la convenance mutuelle de ces accords, au point d’affirmer²¹ que « l’axe Argentine-Venezuela représente le projet le plus audacieux que l’Amérique latine ait mis en marche depuis les années 70 ». Les arguments des secteurs qui se réjouissent du bon dialogue entre Buenos Aires et Caracas soulignent que les accords bilatéraux dépassent le Mercosur et constituent un engagement mutuel pour agir dans le développement stratégique dans chacun des pays. Du côté des éloges, on souligne l’intention de faire équipe et de marcher ensemble dans un moment crucial du processus historique des deux pays²².

UN RAPPROCHEMENT PRAGMATIQUE,
MAIS INSCRIT DANS UNE TRADITION PARTAGÉE :
LA CULTURE POLITIQUE ANTI-IMPÉRIALISTE
DONT LA MATRICE NATIONALE POPULAIRE FUT ALIMENTÉE
PAR LE RÉVISIONNISME HISTORIQUE ARGENTIN.

Face à ces interprétations qui sous-estiment, réduisent ou même ridiculisent les relations argentino-vénézueliennes, en n’y voyant qu’un phénomène passager lié aux difficultés argentines en matière énergétique, ou en les considérant sous l’angle de l’opportunisme économique (du côté argentin) ou de la manipulation politique (du côté vénézuélien), nous nous plaçons dans une autre perspective.

Cette alliance n’est pas que conjoncturelle, même si elle est fragile et peut être remise en question par des changements politiques internes ou externes; elle constitue déjà une nouvelle donne pour l’intégration régionale dans l’hémisphère Sud. Une nouvelle donne qui mérite d’être considérée sous un autre angle: celui d’une conscience politique nouvelle chez les élites sud-américaines. Conscience pragmatique et de bon sens, construite après de nombreuses tragédies politiques et de terribles catastrophes sociales, mais conscience

enfin. La conscience d'appartenir à une géographie et à une histoire communes, et de devoir s'y inscrire pour mieux affronter des défis économiques inéluctables²³.

En mars 2007, la tournée du président des États-Unis en Amérique latine a suscité des vives protestations. Certes, George Bush est un président guerrier, désavoué et discrédité dans son propre pays, mais les vives réactions dans chacun des pays visités s'inscrivent dans une longue tradition latino-américaine, anti-nord-américaine et anti-impérialiste, qu'il serait dangereux d'ignorer. Le terrain est fertile et il a été longuement labouré. Le président Chávez ne fait que reprendre, avec son style habituel, avec une mise en scène théâtrale et devant 40 000 personnes en Argentine, une tradition partagée par des secteurs politiques pas toujours homogènes. L'anti-impérialisme en Amérique latine n'est pas une mascarade ou un enfantillage. En Argentine, cela correspond même à une longue tradition diplomatique et intellectuelle.

Dans l'histoire des relations internationales, l'opposition aux États-Unis et la recherche d'autonomie furent une constante de la politique argentine (sous les gouvernements radicaux, péronistes, libéraux ou conservateurs)²⁴. La seule exception fut à l'époque de Menem, quand son ministre des Affaires étrangères Guido Di Tella, pour inverser et bousculer la donne, trouve une formule selon lui ingénieuse et qui en dit long sur les métamorphoses opérées sous le ménémisme. « Désormais, l'Argentine et les États-Unis pratiquent les relations charnelles », avait-il affirmé, aussi bien par goût de la provocation que par mauvais goût et pour justifier un changement inédit dans les relations internationales du pays: la participation des troupes argentines dans la guerre du Golfe, en 1991.

Quels sont les ingrédients de cette nouvelle conscience sud-américaine?

a) Une conception de l'intégration régionale rêvée par les héros fondateurs de l'Indépendance sud-américaine.

b) Une vision de la souveraineté économique et politique formalisée par la doctrine Drago (1902) et développée par les gouvernements nationalistes du XX^e siècle.

c) Une pratique de la justice sociale expérimentée par les nationalismes populistes des années 1950.

d) L'expérience des échanges commerciaux Sud-Sud activés par les accords du Mercosur.

e) Une volonté politique de donner (ou redonner) à l'État un rôle d'arbitre.

Le tout légitimé par les désastreux résultats de la décennie néolibérale et rendu possible par le retour en force d'un refoulé de l'histoire latino-américaine, le nationalisme populaire, ou populiste, qui a marqué d'un sceau ineffaçable la culture politique du sous-

continent. Dans sa recherche de nouvelles alternatives politiques, l'Amérique latine se voit presque dans l'obligation de prendre en compte ce qu'il y a de meilleur dans ses traditions communes. Dans cette mise en perspective historique, le populisme apparaît comme ayant des traits positifs d'intégration sociale et nationale. Avec son pragmatisme ironique de toujours, Perón le disait à sa façon : « Ce n'est pas que nous n'avons pas été mauvais, mais que ceux qui nous ont succédé ont été pires. » Ces grands mouvements de masse, que plusieurs pays latino-américains ont connu au milieu du XX^e siècle, ont été le berceau d'un style de domination politique dont l'Amérique latine n'est pas près de se défaire et dont le président Chávez est un digne héritier. Adopter un héritage n'est pas imiter un « modèle » qui a pourtant si bien marché dans la politique latino-américaine. Assumer un héritage politique revient à identifier ce qu'il a de pertinent dans les circonstances actuelles. Le résultat obtenu est forcément autre chose qu'un retour en arrière. Nous nous sommes déjà expliqués sur ces « apparents retours en arrière dont l'histoire est si souvent prodigue »²⁵ et nous avons affirmé qu'ils annoncent de grandes innovations politiques et sociales que, dans un premier temps, nous ne saurons pas nommer.

Cette conception de la « patrie élargie », cette idée d'une nation sud-américaine sans laquelle il n'y aurait point de salut, a trouvé dans l'actuelle conjoncture argentine et vénézuélienne un bouillon de culture singulier. Comparer les situations politiques argentine et vénézuélienne ne serait pas un exercice inutile. Aussi bien Chávez que Kirchner ont émergé tous les deux comme acteurs politiques de premier plan après des soulèvements populaires dont ils n'ont pas été les moteurs. Sans le *Caracazo* de 1989 et sans les *cacerolazos* de 2001, ni Chávez ni Kirchner ne seraient tout à fait ce qu'ils sont : des acteurs politiques « imprévus », propulsés par des crises économiques, sociales et politiques profondes. C'est l'épuisement du modèle démocratique avec une faible intégration sociale qui, malgré les promesses ou l'enthousiasme initial, a fini par exclure la plupart de la population, aussi bien en Argentine qu'au Venezuela. Après quarante ans de ce que l'on appelle le *puntofijismo* au Venezuela et après vingt ans de démocratie postdictatoriale en Argentine, les résultats ont été fort désastreux pour les plus démunis.

Le *Caracazo* et le *cacerolazo*, ces contestations radicales aux ajustements économiques qui affectaient le niveau de vie du plus grand nombre, ont été un puissant moteur de l'histoire latino-américaine. Ce sont ces révoltes populaires qui ont complètement changé la donne aussi bien au Venezuela qu'en Argentine. Les théories postmodernes qui annonçaient la fin de l'histoire, ou plutôt la fin de l'histoire de ceux d'en bas et de leurs conflits avec ceux d'en haut, ont trouvé ainsi un sérieux démenti.

Nous nous identifions avec un courant historiographique qui soutient que l'histoire, ce sont les hommes et les femmes qui l'écrivent et pas seulement les groupes de pouvoir ou de pression, les lobbies ou les opérateurs politiques ou économiques. Bien entendu, des mouvements de masse d'une telle ampleur ne sont pas fréquents, et même quand ils se produisent, ce n'est pas pour autant que des changements d'envergure ont lieu tout de suite ou dans le sens prévu par les acteurs. Il nous semble donc important de revenir sur ces deux moments fondateurs qui ont propulsé aux plus grandes destinées politiques un militaire putschiste, le lieutenant Chávez, et un gouverneur civil d'une province lointaine de Patagonie, le péroniste Néstor Kirchner. Il y a déjà une différence centrale, dont l'adjectif et les fonctions nous renseignent bien. Chávez ne peut que s'insurger contre le système politique et le récuser d'emblée. Il n'appartient pas à la classe politique qui, depuis quarante ans, se relaie au pouvoir. Kirchner, lui, se reconnaît dans une tradition politique ayant exercé une influence majeure depuis cinquante ans en Argentine : le péronisme. Il appartient à la classe politique de la démocratie postdictatoriale. Il est certes un péroniste de gauche, marginal et périphérique, comme la province qu'il gouverne et dont il est originaire. Mais il est péroniste, il se reconnaît dans une tradition et dans une période historique fondatrices.

Cette différence est capitale et explique la radicalité du processus vénézuélien qui ne peut se référer à un âge d'or de la vie politique du pays. Le chavisme se perçoit comme une nouveauté totale et radicale dans la société vénézuélienne, le kirchnérisme se perçoit comme le survivant ou le « maillon manquant »²⁶ d'une histoire argentine où les pages de gloire ont déjà été écrites. Écrites et déchirées, donc, le rôle qui incombe à Kirchner est de « recomposer », tandis que Chávez, lui, doit tout composer ou tout inventer. Or, comme l'heure est à la conscience sud-américaine, il trouve modèle et inspiration, outre chez les pères fondateurs de l'Indépendance – Miranda et Bolívar –, dans le panthéon politique réellement existant de l'Amérique latine du XX^e siècle. Et dans ce panthéon, Chávez trouve des précurseurs où aller se ressourcer : Fidel Castro, Ernesto « Che » Guevara, Juan Domingo Perón, Juan Velasco Alvarado. Hugo Chávez est un président aux références éclectiques, iconoclaste et transgresseur. Néstor Kirchner est un président méticuleux, peu charismatique et mauvais orateur ; il est surtout marqué par le syndrome du survivant. Il entretient un rapport plus complexe, plus ambigu et plus torturé avec les dirigeants emblématiques du nationalisme latino-américain. C'est une affaire de tempérament et d'histoire individuelle. Kirchner est un civil plutôt antimilitariste. Chávez est un militaire habitué à commander la troupe.

Les processus historiques sont aussi différents. La discipline

sociale par la terreur et le bain de sang durant les années de plomb a complètement délégitimé les forces armées argentines. L'armée ne peut pas jouer le rôle qu'elle joue au Venezuela. Pour le dire le plus synthétiquement possible, Kirchner est venu sauver la classe politique argentine (après le raz- de-marée exprimé par le mot d'ordre du *cacerolazo* en 2001 « Qu'ils s'en aillent tous »). Chávez a laminé, pulvérisé, l'ancienne classe politique vénézuélienne. Une révolution atypique au Venezuela, une recomposition démocratique inédite en Argentine; une opposition forte et musclée au Venezuela, et une opposition déboussolée et divisée en Argentine.

Comparer les circonstances politiques et sociales du gouvernement de Kirchner²⁷ et du gouvernement de Chávez²⁸ donne ce résultat paradoxal : sur un fond commun d'épuisement du modèle économique libéral, les sentiers bifurquent au niveau des réalités politiques. Or, Kirchner et Chávez se comprennent parce qu'ils parlent la même langue politique. Ils partagent une manière de concevoir la politique (pas nécessairement de la faire, mais de la concevoir). Cela va au-delà d'un style de gouvernement, c'est une affaire de culture politique. C'est pourquoi, arrivé à ce point de notre analyse, la comparaison péronisme/chavisme s'impose.

LE PÉRONISME ET LE CHAVISME SONT-ILS COMPARABLES ?

Il y a eu plusieurs périodes péronistes dans l'histoire argentine. Au Venezuela, pour l'instant, il n'y a qu'un seul « chavisme ». Or, quand il s'agit de comparaisons, l'on compare plus volontiers le style politique de Hugo Chávez avec celui de Juan Perón des années 1950. La comparaison s'est installée rapidement dans les médias et les Argentins y sont pour beaucoup. Y a-t-il des éléments historiques vraiment comparables, ou est-ce un réflexe d'arrogance argentine qui veut s'attribuer une influence décisive, une sorte de « paternité » du modèle chaviste, puisque Perón et le péronisme sont nés cinquante ans auparavant ? S'agit-il d'un nombrilisme intellectuel et politique typiquement argentin, ou y a-t-il y a bien des éléments à comparer pour mieux comprendre le fonctionnement des « vases communicants » entre l'Argentine et le Venezuela ?

L'un des premiers articles sur la comparaison péronisme/chavisme est venu sous la plume d'un écrivain et journaliste argentin, considéré comme un bon spécialiste du péronisme et de ses arcanes : Tomas Eloy Martínez²⁹. L'article, rédigé aux États-Unis où il réside et enseigne à l'université de New Jersey, fut publié le 16 janvier 1999 dans le journal argentin *La Nación* : « Chávez et Perón, les deux Césars de l'histoire latino-américaine »³⁰. Certes, l'auteur ne serait pas fier de relire son article aujourd'hui, car sa prédiction a été complètement démentie par la suite des événements. Il s'y livrait à un jeu de

pronostics et de mauvais présages, en affirmant que Chávez n'aurait pas la fortune politique de Perón et que ses jours étaient comptés : « Les différences entre Perón et Chávez sont aussi importantes que les ressemblances. Si tous les deux ont promis une révolution pour les plus pauvres, cette illusion était possible en Argentine en 1946 à la sortie de la guerre, où la richesse semblait inépuisable. Or le Venezuela de Chávez est au bord de la faillite, le prix du pétrole est en chute spectaculaire ». Bref, retenons que cet écrivain argentin, familiarisé avec le péronisme, prend note d'une ressemblance que Chávez aime aussi entretenir.

Nous pourrions poursuivre la comparaison lancée par Tomas Eloy Martinez ou par Chávez lui-même, en ajoutant que ce qui est arrivé par la suite pousse encore plus loin l'analogie, comme si l'histoire s'amusa à nous montrer des vies parallèles, éloignées dans le temps et l'espace, mais profondément enracinées dans le paysage politique latino-américain. Lors du coup d'État du 11 avril 2002, Chávez, arrêté par ses camarades d'armes, puis libéré par la pression de la foule et certains secteurs de l'armée, a pu se rappeler aisément les circonstances fort semblables où, Juan Perón, fut arrêté par ses camarades d'armes et libéré grâce à la détermination de la foule, lors de cette journée mythique qui est l'acte de naissance du péronisme, le 17 octobre 1945. D'autres points communs peuvent facilement être soulignés : les réformes constitutionnelles (de Perón en 1949, de Chávez en 1999), la création d'un nouveau parti dans la vie politique, les nationalisations des secteurs énergétiques et des ressources naturelles, l'opposition et la haine profonde et tenace de l'intellectualité du pays, le charisme inimitable et le style oratoire de ceux qui savent dialoguer avec la foule. Sans oublier l'ambition de jouer un rôle à l'échelle du continent et de financer les révolutions dans d'autres pays d'Amérique latine (le péronisme avait largement soutenu la révolution bolivienne de 1952 ; son principal dirigeant, Paz Estenssoro, était exilé dans l'Argentine de Perón). Un autre point, tout à fait comparable, étant la mauvaise réputation sur la scène internationale. À l'époque de Perón, l'insulte majeure était « nazi » ou « fasciste » ou, mieux encore, « nazi fasciste ». À l'époque de Chávez, c'est « castrisme » et « terrorisme arabo-musulman », d'autant plus qu'il entretient des relations amicales avec l'Iran, sans oublier la communauté juive qui accuse aussi bien le Perón des années 1950 que le Chávez d'aujourd'hui de pratiquer une politique antisémite. On pourrait énumérer encore des éléments communs, mais mineurs : le goût pour les sports et les femmes, les mots péjoratifs, mais très imagés et populaires pour désigner ses ennemis politiques (*gorilas*, *escuálidos*), etc.

Les différences d'époque ne doivent pas être sous-estimées dans tout exercice de comparaison, même si, pour évoquer les figures

de Hugo Chávez et de Juan Perón, les anachronismes sont tentants. L'essentiel pourtant est ailleurs : Perón est mort et son mythe est bien vivant. Chávez, lui, est bien vivant et il construit de façon solide son propre mythe, il a même l'avantage de la jeunesse. Quand il arrive sur la scène politique, il est bien plus jeune que le dirigeant argentin – qui avait 48 ans lors du coup d'État de 1943. Hugo Chávez n'a que 38 ans en 1992. D'autres différences importantes, liées au changement d'époque, concernent le rôle de la gauche dans les imaginaires et les constructions politiques. Quand la guerre froide battait son plein, le parti communiste et le parti socialiste argentins se sont farouchement opposés à Perón pendant les dix années de ses premiers gouvernements (1945-1955), tandis que Chávez bénéficie, lui, de la fin de la guerre froide, du désordre global et de la tentative de recomposition de la gauche latino-américaine. Tous les deux on su combiner l'archaïsme et la modernité. Leurs politiques de démocratisation « participative » furent récusées et dénoncées en tant que politiques autoritaires par leurs oppositions respectives.

Voici une liste, non exhaustive, de faits comparables :

- a) L'anti-impérialisme : Braden/Perón ; Bush/Chávez.
- b) Le recours au passé et l'identification avec le héros de l'Indépendance, Perón/San Martín, Chávez/Bolívar.
- c) La création d'une nouvelle force politique ayant une vocation hégémonique (« bolivarienne », « justicialiste ») et identifiée aux noms des leaders : « chaviste », « péroniste ».
- d) La mobilisation et la politisation de ceux d'en bas. Mobilisation et intégration à l'État.
- e) La récusation sans nuance d'une époque considérée comme « infâme » de la vie politique : la « décennie infâme » en Argentine, le « puntofijisme » au Venezuela.
- f) Le travail de conspiration militaire dans des loges. La *Logia militar* au Venezuela, le GOU (Groupe d'Officiers unis), en Argentine.
- g) Un militaire qui se distingue de ses camarades par ses ambitions intellectuelles, ses lectures et ses capacités pédagogiques.
- h) Une conception commune sur le rôle dirigiste de l'État et sur son rôle d'arbitre dans l'économie et dans la vie politique.
- i) Une politique internationale offensive, particulièrement dans la région. Et une politique internationale politiquement « incorrecte » par rapport au bon vouloir et l'omniscience des grandes puissances.
- j) Des réformes constitutionnelles d'envergure.
- k) L'importance accordée au rôle des femmes dans la vie politique.
- l) Malgré des élections démocratiques gagnées avec des scores mémorables, l'opposition politique vit la situation comme une guerre civile et n'accepte pas sa mise en minorité. Les régimes instaurés n'accordant pas, non plus, une place d'opposition institutionnelle.
- m) Un militaire aimé du peuple et sauvé par son peuple. La

ferveur populaire, le charisme, la caisse pleine de ressources pour instaurer une politique d'assistance sociale inoubliable.

Des différences importantes sont à souligner cependant : le rôle de la gauche, le changement d'époque, le poids de la liberté de la presse et des droits fondamentaux. Chávez en a parfaitement conscience, au point qu'il s'en sert pour lire une phrase de Perón devant les 40 000 Argentins venus l'écouter au stade de Ferrocarril Oeste : « Si, en 1955, l'Union soviétique m'avait soutenu, j'aurais été le premier Fidel Castro de l'Amérique latine. » Finalement, la conjoncture régionale est plus porteuse aujourd'hui³¹, avec beaucoup plus de chance pour Chávez à l'aube du nouveau siècle que pour Perón dans les années 1950.

LES VASES COMMUNICANTS

L'intérêt de nous livrer à cette comparaison entre chavisme et péronisme est de mieux comprendre ce qu'ont en commun le président Kirchner et le président Chávez dans leur culture politique. C'est dans le cadre de cette culture politique « nationale populiste », qui a marqué la façon de faire la politique en Amérique latine, que peuvent mieux s'expliquer les nombreux accords signés par l'Argentine et le Venezuela aujourd'hui.

Dans toute culture politique et tout phénomène de mémoire collective, ce sont des intermédiaires, des personnes en chair et en os, qui font circuler les idées et les symboles. Il ne faudrait pas sous-estimer l'admiration et la sympathie pour la culture populaire argentine au Venezuela. Chávez a fréquenté l'Université Simon Bolívar, où il a fait des études de sciences politiques, il a aussi fréquenté des groupes de la gauche vénézuélienne et latino-américaine (certains très actifs dans le Venezuela démocratique des années 1970, qui a reçu des exilés argentins, chiliens et uruguayens). Chávez, le militaire studieux, ne pouvait ignorer ni l'histoire du péronisme ni la révision de l'histoire latino-américaine proposée par le révisionnisme historique argentin. Mais il a trouvé mieux que des ouvrages pour s'informer. C'est un Argentin, péroniste de surcroît, qui lui a raconté cette histoire en détail et qui a vu en lui l'incarnation de tout ce qu'un péroniste des années 1970 pouvait attendre d'un « militaire providentiel ». L'Argentin Norberto Ceresole (1943-2003), sociologue et révisionniste historique³², est l'auteur du premier ouvrage destiné à faire connaître Hugo Chávez hors du Venezuela³³. Chávez et Ceresole se sont connus en Argentine, en 1994, quand le putschiste vénézuélien récemment amnistié est allé visiter les cercles de militaires « *carapintada* ». En effet, Chávez avait voyagé en Argentine pour rencontrer Aldo Rico et Mahomed Alí Seineldín (ce qui en dit long sur la décantation de ses idées et le flou de ses projets durant cette période). L'amitié entre le sociologue péroniste et le militaire privé d'uniforme fut instantanée

et solide. Une sorte d'éblouissement mutuel. Leur amitié, leur coup de foudre intellectuel, donne matière à un chapitre tout à fait surprenant des relations culturelles et intellectuelles entre l'Argentine et le Venezuela. Entre l'intellectuel en manque de militaires et le militaire en manque d'appui intellectuel, le courant est passé tout de suite. Au point que Ceresole quitte l'Argentine pour accompagner Chávez dans sa « traversée du désert ». Ils parcourent ensemble le Venezuela, faisant naître des soupçons et des craintes au sein de la police politique (nombreuses dénonciations à propos d'un « plan secret Ceresole »), au point que le sociologue argentin est expulsé du Venezuela en 1998, accusé par le ministre de l'Intérieur d'être à l'origine d'une conspiration. Ceresole reviendra triomphalement quand son ami Chávez est élu président, mais ces thèses sur l'histoire contemporaine, ouvertement révisionnistes et négationnistes (partageant en cela les opinions de Roger Garaudy et de Robert Faurisson), finissent par desservir ceux-là même qu'il prétendait aider. On le prie aimablement de quitter à nouveau le pays. Il meurt en Argentine en 2003 (où il faisait campagne pour le candidat péroniste Adolfo Rodríguez Saa). Beaucoup de ses écrits sur le Venezuela sont d'une étonnante actualité.

Le président Chávez l'a dit lui-même lors du discours qu'il prononça devant Kirchner et les nombreux ministres des deux pays réunis à la résidence d'Olivos en Argentine, le 9 mars 2007. Lors de cette réunion de travail avec Néstor et Cristina Kirchner, Chávez expliqua que, du point de vue stratégique, son projet de coopération entre les deux pays avait pour ambition que l'Argentine et le Venezuela deviennent deux pays similaires, avec des économies semblables et intégrées. Avec son habituel sens de l'humour et de l'opportunité, il avait déjà proposé à son ami Kirchner de changer la dénomination qui lui est chère pour s'opposer à l'ALCA. Au lieu de l'ALBA, il déclare accepter de construire maintenant l'ALPA (Alternative péroniste pour les Amériques). Et il termine son discours par une exclamation déjà classique : « *Viva Perón!* »³⁴. Ironie de l'histoire, le seul conflit diplomatique entre l'Argentine et le Venezuela eut lieu précisément à cause de la présence de Juan Domingo Perón à Caracas³⁵.

Après la grande catastrophe de 2001, l'Argentine n'est pas en mesure d'orienter fermement une politique internationale digne de ce nom. La politique internationale de Néstor Kirchner fut jusqu'à purement défensive. D'une certaine façon, après sa descente aux Enfers, l'Argentine peut trouver sous le ciel vénézuélien un climat propice pour se refaire une santé économique. Après la grande blessure narcissique et l'effondrement de la parité dollar/peso, l'Argentine réalise qu'elle est devenue socialement pauvre, donc inéluctablement « latino-américaine » ; il est désormais de bon ton d'avoir des aspirations plus modestes. L'horizon de Kirchner est de retrouver un

État fort et industrialisé, comme celui de la décennie d'or péroniste. Chávez rêve de diversifier l'économie vénézuélienne, de sortir de la monoproduction pétrolière, du « sultanat pétrolier », comme il l'a dit lui-même. Le modèle économique de l'Argentine des années 1950, avec des industries importantes et des ouvriers syndicalisés, est un puissant stimulus pour l'imagination des uns et des autres. Or, tout cela n'est pour l'instant qu'un train qui commence à se mettre en mouvement, lentement. Les chances de parvenir au résultat escompté existent, les difficultés aussi³⁶. Le temps est un facteur essentiel, et les deux présidents savent qu'ils ne disposent pas de beaucoup de temps. Pour que cette dynamique économique fonctionne, il faudrait une institutionnalisation qui n'est en place ni en Argentine, ni au Venezuela. Tout cela reste trop étroitement lié à la volonté de deux individus. Le président Chávez a une conscience historique solide, bouillante, créative. Il affirmait récemment que, si Bolivar et San Martín n'avaient pas existé, l'indépendance de l'Amérique du Sud aurait eu lieu inéluctablement. Or, pour que l'intégration sud-américaine puisse triompher, pour que cette « deuxième indépendance » ait lieu, encore faudrait-il que les forces sociales ou les institutions soient disposées à aller au-delà de la vie hasardeuse des individus. Mais il est incontestable que les dirigeants sud-américains et les équipes gouvernementales en place ont conscience du besoin impératif d'intégration régionale. Il y aura sans doute des allers et des retours fréquents, mais le processus amorcé par la Communauté sud-américaine des nations, constituée à Cuzco en 2004, semble imparable. L'alliance entre l'Argentine et le Venezuela est, à ce titre, un pilier très important de cette construction collective.

L'Argentinisation du Venezuela? La Vénézuélisation de l'Argentine? Il serait risqué de dresser la liste des avantages et des inconvénients d'une telle compénétration. Toutes les fantaisies, toutes les spéculations, toutes les plaisanteries sont permises. Je préfère revenir sur les vases communicants, cette loi de la physique selon laquelle tout fluide circulant entre deux récipients reliés à la base par un tuyau atteint le même niveau, peu importe la hauteur ou la forme des vases. C'est-à-dire que le niveau du liquide s'équilibre. *Les Vases communicants* est aussi le titre d'un ouvrage d'André Breton, où le père du surréalisme évoque l'intercommunication entre les rêves et la réalité dans un débat plus qu'intéressant avec la théorie freudienne. En nous inspirant de tous les deux, mais en nous éloignant de la force d'évocation des lois physiques ou métaphysiques, nous pourrions simplement conclure qu'à force de vivre ensemble on finit par se ressembler et devenir comme deux vases communicants, pour le meilleur et pour le pire. C'est plus au moins cette idée que la sagesse populaire exprime à travers le dicton « Qui se ressemble s'assemble ». Ou, en espagnol « *Dios los crea y ellos se juntan* ». Au-delà

les contingences économiques et politiques actuelles, l'Argentine et le Venezuela nous offrent un exemple de vases communicants où circule – les fluides historiques aidant – une culture politique et intellectuelle très spécifiquement latino-américaine. Et cette culture est un élément-clé pour comprendre la recomposition inédite de l'Argentine actuelle. À ce titre, les relations internationales entre l'Argentine et le Venezuela méritent d'être prises au sérieux par les observateurs et les analystes de l'Argentine contemporaine, ainsi que par les spécialistes en sciences sociales.

NOTES

1. Depuis les guerres d'Indépendance et le « mystère » autour de la rencontre entre les deux héros fondateurs, San Martín et Bolívar à Guayaquil, en passant par l'élaboration de la doctrine de l'Argentin Luis Maria Drago quand les ports du Venezuela furent bombardés par les puissances navales européennes en 1902, l'exil de Perón à Caracas en 1956-1958, l'exil des Argentins au Venezuela à l'époque de la dernière dictature, et la forte présence culturelle argentine au Venezuela, il y aurait matière à un bon colloque international.

2. Le discours de Néstor Kirchner dessine, lors de cette première rencontre bilatérale, un programme d'intégration sud-américaine dont l'historiographie révisionniste argentine avait déjà fourni les antécédents et l'argumentaire : « Señor Presidente de la República bolivariana de Venezuela, mi querido amigo don Hugo Chávez: Venezuela y Argentina han sido cuna de dos grandes libertadores, Simón Bolívar y José de San Martín, sacrificados padres de la libertad sudamericana; son recordados en la historia por la inquebrantable vocación de construir una patria grande. No les fue simple enfrentar el dominio realista de España en una Sudamérica naciente y consecuentemente débil. Si ellos en su tiempo pudieron superar todo tipo de adversidades, no podemos nosotros no ser capaces de enfrentar la realidad que nos aplasta para cambiarla a favor de nuestra gente. Es nuestra misión sobreponernos a las dificultades del presente y avanzar en la unidad latinoamericana hacia un mañana mejor, cumpliendo así el sueño de nuestros padre fundadores. » *Presidencia de la Nación argentina. Discursos del Presidente Kirchner.*

3. Depuis les élections de février 1946, l'une des plus propres de l'histoire argentine, le péronisme fait de l'élection populaire une arme puissante contre ses ennemis. Toutes les proscriptions dont le péronisme fut l'objet, on le sait, l'ont rendu encore plus populaire. Quand Duhalde, le président par intérim après la crise terminale de 2001, se décide jouer la carte électorale comme seule façon de reconquérir la légitimité politique (après l'assassinat par sa propre police de deux jeunes *piqueteros*), c'est cette culture politique profondément ancrée qui est en jeu.

4. Incorporation approuvée par les pouvoirs exécutifs de quatre pays membres du Mercosur, Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay, ainsi que par le pouvoir législatif d'Argentine et d'Uruguay; il manque encore l'approbation des pouvoirs législatifs du Brésil et du Paraguay.

5. Cf. *www.enarsaenergia.com.ar*

6. YPF, *Yacimientos Petrolíferos Fiscales*, entreprise d'État créée en 1922 sous l'impulsion du radicalisme argentin, privatisée en 1992, sous la présidence du péroniste Carlos Menem.

7. Cf. La photo des deux présidents portant les casques des ouvriers pétroliers, Kirchner avec son casque bleu ciel (comme le drapeau argentin) et Chávez avec son casque rouge, la couleur typique de sa révolution bolivarienne.

8. « Pour nous, la grande signification de cette alliance Pdvsá-Enarsa est renaître des cendres qu'ils nous ont laissées. »

9. Le projet d'une banque Sud-américaine est né sans l'accord du Brésil et pourra difficilement voir le jour sans les autres partenaires d'Amérique du Sud, particulièrement le président Lula.

10. Contre-sommet très folklorique et très médiatisé, pour protester contre la présence de Bush, avec la participation active de Diego Maradona, figure très populaire en Argentine, le député Miguel Bonasso, Hebe de Bonafini, présidente de Mères de la place de Mai et un nombre très important de « mouvements sociaux » (groupes de gauche et groupes de *piqueteros*, d'entreprises récupérées, des assemblées, de coopératives, etc.). Les épisodes de violence relativement marginaux furent mis en valeurs par la droite argentine pour dénoncer un « sommet chaotique » et les préludes d'une « violence révolutionnaire ».

11. Le discours annuel au Parlement argentin, début mars, devait s'accompagner d'un bain de foule qui n'a pas eu lieu; à cause, a-t-on dit, de la pluie tropicale qui s'abat sur Buenos Aires en plein été. Or, Chávez a été plus chanceux le jour de son meeting à Buenos Aires, comme l'on dit en Argentine: « c'était un jour péroniste », pour évoquer un jour de soleil aimable et généreux, comme lors du mythique 17 octobre 1945.

12. En tout cas, c'est l'interprétation du ministre de Relations internationales d'Argentine, Jorge Taiana, que nous avons interviewé en février 2007 à Paris.

13. Et les photos avec le geste amical des deux présidents assis côte à côte, et Kirchner tapotant le genou du président Bush.

14. *La Nación*, 11 mars 2007, « Hoy, el presidente Kirchner parece seguir un juego de « gambetas » con Venezuela y los Estados Unidos. En las barricadas, sigue a Chávez. Cuando el desafío chavista a Bush se vuelve inquietante, como en las relaciones con Irán y con el pueblo judío, Kirchner, discretamente, retrocede ».

15. Hugo Alconada Mon, in *La Nación* du 9 mars 2007.

16. Le directeur de l'influente revue *Foreign Policy*, Moises Naim.

17. *La Nación*, vendredi 23 février 2007

18. Dans ce même article, le journal *La Nación* souligne une contradiction qui mérite d'être prise en compte : « En su búsqueda de aliados para erigirse como la contracara de los Estados Unidos en América latina, Chávez se ha asociado al régimen de Irán, con el cual la Argentina mantiene una dura disputa diplomática por la presunta responsabilidad de ex funcionarios de ese país en la voladura de la sede de la AMIA. Por eso aparece cuando menos como contradictorio el afianzamiento de la relación con el líder de Venezuela, porque hay cuestiones que no se pueden separar. Los gestos en las relaciones internacionales valen más que las palabras, y el gobierno argentino está ofreciendo hoy al mundo una imagen de contradicción en su política exterior. »

19. Cf. Les articles d'Adolfo P. Salgueiro, spécialiste reconnu des questions internationales, au journal *El Universal* de Caracas.

20. Terme qui désigne au Venezuela la politique des « cadeaux » (*regalos*).

21. « Una alianza que no quiere celadores », journal *Página 12*, Buenos Aires, 22 février 2007.

22. « Argentina y Venezuela llegaron a este encuentro con instrumentos de acuerdo que marcan el compromiso de cada uno de ellos en el desarrollo estratégico del otro y la intención explicitada de recorrer el camino juntos. No hay otra forma de entender la amplia cooperación que brindará Argentina al desarrollo de la tecnología agrícola, la generación de una base agroindustrial y la producción pecuaria de Venezuela. Ni la participación que la petrolera venezolana, Pdvsa, le cede a Enarsa, una empresa sin antecedentes ni experiencia en la materia, en la producción y en la exploración del más importante yacimiento de este país. Venezuela necesita desarrollar su industria alimentaria, Argentina busca recrear la presencia estatal en los hidrocarburos. Ambos presidentes han comprendido las necesidades del otro y están dispuestos a colaborar. »

23. Même s'il est évident que cette nouvelle conscience n'est pas à l'abri des batailles pour le leadership du processus d'intégration régionale, particulièrement entre le Brésil et le Venezuela.

24. Aussi bien en 1889, quand Washington propose la création de l'Union panaméricaine à laquelle l'Argentine s'opposa, que lors de sa neutralité déclarée pendant les deux guerres mondiales. À l'époque de Péron, ce fut l'opposition au traité de Rio de Janeiro, avec le mot d'ordre « ni yankees, ni marxistes, péronistes ! ». Même à l'époque de Vidéla et Martínez de Hoz, en vendant du blé à l'Union soviétique, pour ne pas parler de l'aventure de la guerre des Malouines.

25. « Les populismes latino-américains » in *Les Populismes*, sous la direction de Jean-Pierre Rioux, Éditions Perrin, 2007.

26. Nous devons cette formulation à Alain Rouquié.

27. Cf. Diana Quattrocchi-Woissón (sous la direction de), *Argentine. Enjeux et racines d'une société en crise*, Paris, Le Félin/Tiempo, 2003.

28. Frédérique Langue, *Hugo Chávez et le Venezuela. Une action politique au pays de Bolívar*. Prologue d'Élisabeth Burgos, Paris, L'Harmattan, 2002.

Maurice Lemoine, *Chávez, Presidente!* Paris, Flammarion, 2005 et *Le Venezuela de Chávez*, Éditions Alternatives, 2006.

29. L'auteur n'est pas péroniste, mais il a réalisé une interview célèbre de Juan Domingo Perón exilé à Madrid, publié dans la revue argentine *Panorama* le 14 avril 1970, devenue ensuite *Las Memorias del General*; sa fiction historique, *Santa Evita*, fut aussi un best-seller international.

30. « Dans ce continent qui nous a habitué aux gouvernements déments, Chávez est le dernier démocrate autoritaire du XX^e siècle. Son histoire est si semblable à celle de Perón que Chávez lui-même s'occupa de le souligner dans ses discours de campagne. Tous les deux étaient des officiers de second rang qui ont dirigé des coups d'État (4 juin 1943/4 février 1992). Tous les deux ont ensuite lancé leurs candidatures électorales contre les partis politiques traditionnels accusés d'être caducs et corrompus. Tous les deux ont enlevé leurs vestes pendant les campagnes électorales : Perón, en décembre 1945, durant la première concentration électorale devant l'Obélisque, Chávez, le 6 décembre 1998, quand on annonce son triomphe aux élections, il enlève sa veste et jette sa cravate à la foule ».

31. Le président du Brésil Getulio Vargas et le président de l'Argentine Juan Perón ne s'étaient jamais rencontrés personnellement, par exemple.

32. Pour comprendre ce que fut le « révisionnisme historique » argentin, je renvoie à mon livre *Un nationalisme de déracinés. L'Argentine pays malade de sa mémoire*, Paris, Éditions du CNRS, 1992.

33. Norberto Ceresole, *Caudillo, Ejército y pueblo: la Venezuela post-democratica del Comandante Chávez* (2000), publié d'abord à Madrid, puis à Beyrouth pour tout le monde arabe et finalement à Caracas. Accusé d'antisémitisme et se vantant des recommandations intellectuelles de Roger Garaudy, Robert Faurisson et David Irving, Ceresole est un auteur polémique qui finit par déranger ses propres amis chavistes.

34. « El presidente venezolano, en sus largos mensajes radiales y televisivos, hace mención frecuente a Perón como “un abanderado del anti-imperialismo”. Y también se ha referido al fundamento - humanista y cristiano - de ese movimiento. “Yo soy un peronista nacionalista. Ya lo dijo Perón: el siglo XXI nos va a encontrar unidos o dominados. Viva Perón, habrá que decir. Nosotros adoptamos el concepto de “segunda independencia”, como dijo Perón », Journal *La Nación*, 22 février 2007.

35. Perón fut exilé à Caracas entre août 1956 et février 1958. Le gouvernement militaire d'Argentine, l'accusant d'appeler au sabotage et à l'insurrection, demande aux autorités vénézuéliennes son expulsion. Deux attentats contre Perón ont lieu à Caracas le 25 mai 1957. Par ailleurs, l'ambassadeur d'Argentine appuyait les complots qui se préparaient contre le dictateur Pérez Jiménez. La rupture des relations eut lieu en juillet 1957. Cf. Robert Crassveller, *Perón y los enigmas de la Argentina*, Emecé, Buenos Aires, 1988.

36. « El esquema de energía por alimentos es muy atractivo para la Argentina, ya que Venezuela constituye un mercado de 15 000 millones

de dólares al año de alimentos. Pero su puesta en práctica deja mucho que desear. La reticencia a cumplir con la baja de aranceles no defiende la inexistente producción venezolana sino la importación tradicional desde Estados Unidos. Los negociadores argentinos ya están habituados al contraste entre el gesto enfático de Chávez y la gestión plena de obstáculos de los escalones inferiores de su administración, donde prevalecen la ineficiencia, los intereses creados y la corrupción. Así ocurrió con la acordada venta de ascensores argentinos para hospitales venezolanos, donde el proveedor estadounidense General Electric consiguió demorar la operación.» Adolfo P. Salgueiro, *L'Universal*, *ibid.*